

« Fake news » Les fausses nouvelles menacent-elles la démocratie ?

Gil Kressmann

**Tout le monde s'entend pour dénoncer le danger
mais il n'y a pas d'accord sur la façon
de lutter contre le phénomène.**

L'expression « fake news » fleurit depuis quelques mois pour désigner une information délibérément fausse circulant dans les médias ou dans les réseaux sociaux. Les « fake news » font partie d'un phénomène mondial et leur impact est planétaire. Les hommes politiques, les stars du show business, les entreprises, les institutions en sont souvent victimes, l'agriculture aussi. C'est pourquoi nous avons pensé utile de donner quelques éclairages sur ce phénomène médiatique qui interpelle aussi le fonctionnement de notre société. L'expression, en provenance directe des Etats-Unis, n'a pas vraiment d'équivalent en français. Les « fake news » sont des informations délibérément fausses ou truquées (en anglais « fake » veut dire faux, truqué) émanant des médias, d'un groupe organisé ou d'un individu. Elles peuvent être de simples canulars mais aussi participer à des tentatives de désinformation avec l'intention d'induire en erreur le récepteur dans le but d'obtenir de sa part un avantage financier ou politique. Claire Wardle de First Draft a établi une typologie de « fake news », qui va du mauvais journalisme à la propagande en passant par la parodie ou le contenu politique orienté.

LE TERME « FAKE NEWS » A RÉELLEMENT EXPLODÉ FIN 2016

Les « fake news » n'ont rien de nouveau, mais ont pris une ampleur sans précédent ces derniers temps en raison de la place prise par les réseaux sociaux dans le marché de l'information. Un des plus célèbres exemples de « fake news » reste le canular radiophonique d'Orson Wells, *La guerre des mondes*, diffusé le 30 octobre 1938. Pour des dizaines de

milliers d'auditeurs, cette émission annonçait réellement le débarquement sur Terre d'une horde de Martiens agressifs. Cette émission a entraîné un mouvement de panique à travers les États-Unis même si elle a été très exagérée par rapport à ce qui s'est vraiment passé. Mais, c'est à l'automne 2016, à l'occasion de l'élection présidentielle américaine, que l'usage du terme explose si on en croit l'envolée des requêtes pour le mot-clé « fake news » dans le moteur de recherche de Google.

QUI EST À L'ORIGINE DES « FAKE NEWS » ET DANS QUEL BUT ?

Ces fausses nouvelles peuvent avoir plusieurs buts et provenir de différentes origines.

Il y a ceux qui produisent et diffusent des « fake news » pour des motifs idéologiques ou politiques. Des « fake news » sont développées par des partis politiques ou, plus secrètement, par des officines pour le compte de leurs clients, notamment pour influencer des élections. On en a eu de nombreux exemples lors de la récente campagne présidentielle américaine (cf. officines) ou lors de la dernière élection présidentielle française.

Les « fake news » font aussi partie des instruments de la guerre moderne. Les Russes en sont les champions.

Il existe aussi des gens qui diffusent des « fake news » dans une optique purement mercantile, pour faire de l'argent. Une « fake news » peut ainsi être conçue comme « appeau à clics » pour attirer les consultations des internautes et accroître les revenus publicitaires d'une page web.

Elles sont parfois utilisées dans l'hameçonnage par courriel, en présentant du contenu très attractif ou sensationnaliste pour inciter les utilisateurs à cliquer sur un lien, ce qui permet ensuite à l'envoyeur d'infecter leur ordinateur.

Elles peuvent être le fait d'un site humoristique qui lance un canular. Exemple : le « projet » de la dirigeante de l'extrême droite Marine Le Pen « d'entourer la France d'un mur payé par l'Algérie » inventé par le site parodique *Le Gorafi*, repris par erreur dans un journal algérien.

POURQUOI LES « FAKE NEWS » SE DÉVELOPPENT-ELLES ?

Les « fake news » ont toujours existé, mais leur impact est amplifié avec le développement des réseaux sociaux. Les fils d'actualité de Facebook ont ainsi été impliqués dans la propagation de fausses nouvelles.

Mais les médias traditionnels sont souvent complices dans la mesure où, eux aussi, peuvent tomber dans le travers de la

diffusion de fausses nouvelles pour des motifs politiques dans certains cas mais plus souvent pour des raisons purement mercantiles. Les « fake news » se développent en effet dans un contexte où les médias classiques connaissent une crise profonde : crise économique avec la baisse des ressources publicitaires et du nombre de lecteurs, crise de confiance entre les lecteurs et les journalistes. En France, seuls 24 % des Français estiment que les journalistes sont indépendants. Face à ses difficultés économiques, les grands médias, en particulier les médias chauds (presse quotidienne, radios, télévisions) sont tentés, pour augmenter le nombre de leurs lecteurs ou auditeurs, de reprendre au plus vite une information qui peut faire sensation ou de lancer un faux scoop alors que son authenticité n'a pas été contrôlée. C'est ainsi que les mauvaises nouvelles chassent les bonnes et que les fausses nouvelles chassent les vraies.

Les « fake news » se développent aussi parce que les citoyens ont perdu confiance dans les hommes politiques et les scientifiques.

COMMENT LUTTER CONTRE LES « FAKE NEWS » ?

Dans un tel contexte, on comprend que la société et nos hommes politiques s'interrogent sur ce cancer de l'information que représentent les « fake news » et veulent réagir. En réalité, lutter contre les « fake news » est difficile. En parler, même pour démentir, c'est aussi contribuer à les répandre. Par ailleurs, l'identification des « fake news » soulève la question importante de qui peut objectivement déterminer ce qui est vrai de ce qui est faux. La lutte contre les « fake news » provoque des oppositions. Certains gouvernements ne seraient-ils pas tentés d'utiliser la lutte contre les « fake news » comme prétexte pour réduire au silence des forces politiques d'opposition comme au Cameroun fin 2016 ?

Les géants du Web (les GAFAM), des journaux et des gouvernements sont favorables à la lutte contre les « fake news ». À l'opposé, des mouvements politiques et des intellectuels jugent la lutte contre les « fake news » liberticide et dangereuse.

Ainsi, Emmanuel Macron a annoncé une intervention législative favorisant l'action judiciaire contre la diffusion de fausses informations. La proposition a suscité de nombreuses réactions. Par ailleurs, un comité d'experts sur les « fake news », mis en place en novembre dernier par la Commission européenne, vient de rendre public son rapport dans lequel il propose des bonnes pratiques.

DES MOUVEMENTS POLITIQUES
ET DES INTELLECTUELS
JUGENT LA LUTTE
CONTRE LES « FAKE NEWS »
LIBERTICIDE

De son côté, les géants du web ont commencé à réagir. First Draft et Google News Lab ont lancé le projet CrossCheck de contrôle des « fake news » auquel se sont associés 37 médias français et américains. De même, Facebook veut pénaliser les médias suspectés d'être les vecteurs de « fake news ».

LES DOMAINES SCIENTIFIQUES NE SONT PAS ÉPARGNÉS

Les différentes formes utilisées dans les « fake news » posent de nombreuses difficultés à la diffusion et la reconnaissance des avancées scientifiques aujourd'hui.

La science n'est pas exempte d'erreurs et d'approximations, d'autant plus que les faits sont souvent issus d'expériences complexes. Les auteurs de « fake news » utilisent souvent des cas particuliers pour contredire des faits scientifiques étayés par de très nombreux travaux.

Pour lutter contre ces désinformations propagées par les réseaux sociaux, les scientifiques doivent trouver et pratiquer d'autres formes de communication.

Voici une « fake news » dans le domaine agricole : « *Les agriculteurs sont la cause des inondations d'aujourd'hui* ».

Pour expliquer les inondations que nous avons vécues cette année, BFM tv, TF1 et d'autres médias se sont fait l'écho de « fake news » que font circuler des structures militantes comme Eaux de Paris. Pour Celia Blauel, sa présidente, le changement de notre modèle agricole supprimerait les inondations ! C'est bien vite oublier les crues du passé où le paysage agricole n'était pas celui d'aujourd'hui. 2 000 inondations ont été recensées de 1770 à 2011 en France par l'Académie de l'agriculture de France qui a réagi pertinemment à cette information mensongère dont le seul but était de promouvoir l'agriculture biologique. ■

Repères

Les agriculteurs grands utilisateurs d'Internet

Près de 80 % (79 %) des agriculteurs utilisent Internet. C'est plus que la moyenne française. Ce pourcentage a doublé entre 2013 et 2015.

- 9 agriculteurs sur 10 font leur démarche Pac en ligne,
- 79 % des exploitants agricoles reconnaissent l'utilité des nouvelles technologies pour l'agriculture,
- 46 % (2013) sont équipés de GPS,
- 76 % consultent la météo en ligne plusieurs fois par semaine.

Source : Ministère de l'Agriculture